

Ce que permettra la nouvelle physionomie du Parlement de Strasbourg



Par Jean-Dominique Giuliani

Le président de la Fondation Robert-Schuman anticipe les alliances possibles au sein du Parlement européen.

Le Figaro clôt aujourd'hui la série d'analyses consacrées aux élections européennes en partenariat avec la

FONDATION ROBERT SCHUMAN

La défaite marginalise la gauche européenne au sein du nouveau Parlement européen, qui va devoir apprendre à gérer de nouvelles majorités, vraisemblablement tentées de se faire entendre sur de nouvelles problématiques.

Confortant les choix nationaux, qui voient 19 gouvernements sur 27 conduits par la droite en Europe, les électeurs ont donné au centre droit parlementaire à Strasbourg de nouvelles marges de manœuvre. S'il faut attendre pour connaître la constitution définitive des groupes, il est d'ores et déjà possible de dessiner la nouvelle physionomie du Parlement européen.

Le Parti Populaire européen (PPE) en reste de loin la première force politique. Les Tories britanniques de David Cameron lui ont fait un joli cadeau en annonçant, quelques jours avant le scrutin, qu'ils le quittaient pour former un groupe « anti-fédéraliste ». Le PPE ne peut que s'en féliciter. Retrouvant à peu près ses effectifs, avec environ 270 députés, il va pouvoir conforter son unité, mise à mal par des collègues eurosceptiques d'outre-Manche, qui ne cessaient de « faire bande à part ». Libéré

du poids anglais, le centre droit européen continental est attendu par ses électeurs pour modifier la politique d'élargissement sans fin et donner des frontières à l'Union, pour mettre sur pied de nouvelles régulations internationales et travailler à une politique économique plus protectrice des intérêts européens.

Les Allemands restent les plus nombreux au sein de cette famille, suivis des Italiens, des Français, des Polonais et des Espagnols. Ces cinq délégations représentent cinq États de grande taille et disposent de la majorité au sein du groupe leader. Désormais au centre du jeu parlementaire, elles vont peser davantage sur les politiques de l'Union. La percée des triblions britannico-eurosceptiques va leur permettre de s'organiser.

On ne peut pas dire comment, à ce jour, car 90 élus des 4-7 juin figurent encore sous la rubrique « autres », parmi les 736 membres du Parlement. Il faut 25 députés issus d'au moins 7 États différents pour constituer un groupe et ils semblent en mesure d'y parvenir, malgré leur diversité. Qu'y aura-t-il de commun entre les Britanniques et le PiS des frères Kaczynski sur les questions

de société ? Ils s'uniront vraisemblablement dès qu'il faudra contester vainement des avancées européennes souhaitables, mais force est de reconnaître que la vie

« Libéré du poids anglais, le centre droit est attendu pour modifier la politique d'élargissement sans fin et donner des frontières à l'Union, mettre sur pied de nouvelles régulations internationales »

de ce groupe va être très animée ! L'échec de Libertas – qui se voulait le premier parti transnational eurosceptique – et de son leader irlandais Declan Ganley, qui n'est pas élu en Irlande, ramène la contestation antieuropéenne à une irruption cutanée traditionnelle de marginaux chroniques, britanniques, tchèques ou polonais. Comme en France

désormais – une avancée à mettre au crédit de Nicolas Sarkozy et... Daniel Cohn-Bendit –, les débats pourront se concentrer sur le contenu des politiques européennes et non plus sur les questions institutionnelles.

Le Parti socialiste européen (PSE) sort réellement affaibli de ce scrutin. Il perd 60 députés. Si le PPE a besoin de 2 appoints pour atteindre la majorité des membres du Parlement, pour y parvenir, les socialistes sont contraints soit de s'allier avec lui, soit de trouver l'appui de 5 autres groupes, dont les eurosceptiques ! La plus grande faillite du centre gauche semble pourtant relever des idées.

« Ayant succombé aux sirènes libérales des années 1980, puis à la division, sous l'influence néfaste de certains élus français, les socialistes n'ont pas su constituer durablement une alternative parlementaire crédible et cela devrait se manifester à l'occasion de la désignation du président de la Commission européenne. Face à la crise, le centre droit l'a devancé pour réclamer des législations plus dures contre les paradis fiscaux, des politiques économiques plus protectrices des industries européennes, des orientations

de défense plus autonomes. Il devra apprendre à reconstruire une architecture idéologique autour d'une vision de la construction européenne qui ne saurait plus se résumer à une revendication sociale globale et floue, comme le démontre le peu de succès rencontré par sa proposition d'un smic européen. L'extrême droite, quant à elle, a fait beaucoup de bruit pendant la campagne, avec des dérapages inquiétants, mais n'a engrangé des succès que dans 10 États, sans pour autant se renforcer globalement.

Le suspense reste entier jusqu'au 14 juillet pour savoir à quel groupe se rattacheront les « pirates » informatiques suédois ou le top-modèle roumain Elena Basescu ! Mais c'est d'ores et déjà un nouveau paysage politique que dessine la nouvelle composition du Parlement européen. De nouvelles alliances sont possibles pour trouver des majorités sur les textes en discussion. Le rôle pivot du centre droit n'est pas contesté. Il lui permet l'expression d'une nouvelle vision de l'Union, plus politique, plus offensive dans la crise et, espérons-le, plus efficace encore.

■ www.robert-schuman.eu
www.elections-europeennes.org